

# TOGO

Gert-Jan Stads, Kokou Edoh Adabe et Léa Vicky Magne Domgho

## INDICATEURS CLÉS, 2000–2011

Dépenses totales consacrées à la R&D agricole publique	2000		2008		2011
Francs CFA (en millions, prix constants de 2005)	3.277,4		1.991,3		1.817,0
Dollars PPA (en millions, prix constants de 2005)	13,6	↓	8,3	↓	7,6
<b>Croissance globale</b>		<b>-39%</b>		<b>-9%</b>	
Effectif total des chercheurs agricoles (secteur public)					
Équivalents temps plein (ÉTP)	94,8	↓	67,1	↑	114,7
<b>Croissance globale</b>		<b>-29%</b>		<b>71%</b>	
Intensité de la recherche agricole					
Part des dépenses dans le PIB agricole	0,88%		0,40%		0,42%
Chercheurs ÉTP par 100 000 agriculteurs	8,58		5,36		8,77

Note : La page 4 présente une liste des sigles, des définitions et un bref aperçu des organismes de R&D agricoles.

► Au cours de la période 2000–2011, les dépenses totales de la R&D agricole du Togo ont baissé de près de la moitié et, en 2011, le taux d'intensité (de 0,42 %) était de loin inférieur à l'objectif d'investissement (1 %) recommandé par le NEPAD et les Nations Unies.

► Après une période de baisse soutenue, un concours de recrutement dans le secteur public en 2009 déclencha une rapide augmentation de l'effectif des chercheurs (pour la plupart munis d'un master/MSc).

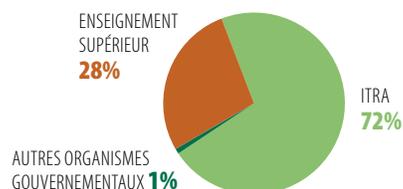
► Ce tour de recrutement de 2009 étant le premier depuis 1992, la plupart des chercheurs agricoles togolais ont aujourd'hui soit entre 30 et 40 ans, soit entre 50 et 60 ans. Vu le nombre important de chercheurs qui vont atteindre l'âge de la retraite dans les années à venir, il faut d'urgence redoubler les efforts de recrutement.

### RESSOURCES FINANCIÈRES, 2011

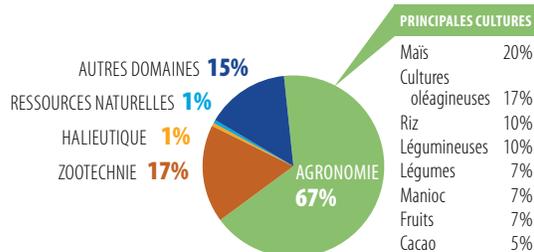
Répartition des dépenses	
Salaires	26%
Frais d'exploitation et coûts des programmes	49%
Immobilisations	25%
Sources de financements	
Subventions d'État	57%
Bailleurs de fonds et prêts octroyés par des banques de développement	18%
Vente de biens/services	9%
Autres	16%

Note: Calculs basés sur l'ITRA seulement.

### PROFIL INSTITUTIONNEL, 2011



### ORIENTATION DE LA RECHERCHE, 2011

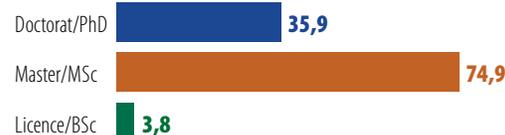


Notes : Les principales cultures sont celles pour lesquelles les chercheurs agronomes consacrent au moins 5% de leur temps. 17% du total des agronomes ont porté sur un large éventail d'autres cultures.

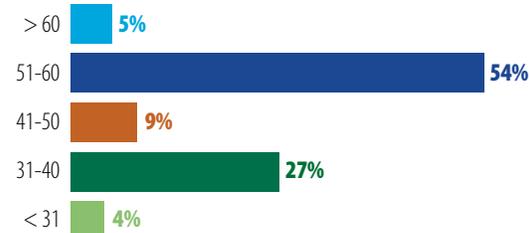
### PROFIL DES CHERCHEURS, 2011



#### Effectif ÉTP par diplôme



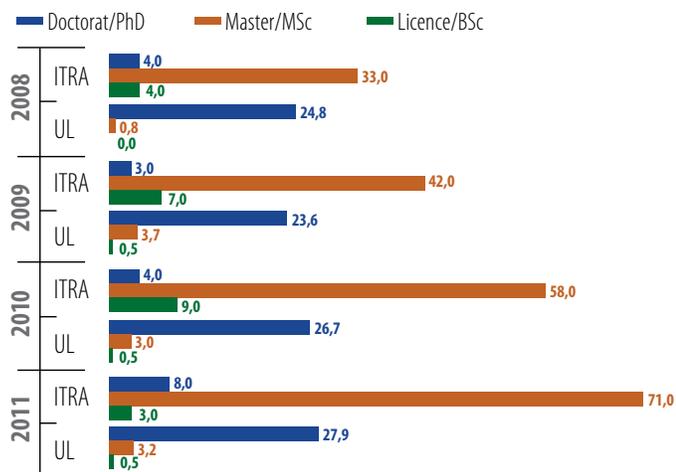
#### Répartition par tranche d'âge



▶ Malgré la vague de recrutements de ces dernières années, l'ITRA est sous la menace de perdre des chercheurs au profit de l'UL et des organisations internationales, en raison d'importants écarts salariaux et du fait que le statut officiel de l'ITRA ne permet pas à ses chercheurs d'avoir les mêmes avantages que leurs homologues à l'UL.

▶ Puisque l'ITRA entretient des liens beaucoup plus étroits avec les agriculteurs que ne fait l'UL, il est indispensable de renforcer la capacité de l'ITRA si l'on veut augmenter la productivité agricole. Il faudrait que le Gouvernement envisage de conférer aux scientifiques de l'ITRA un statut de « chercheur » officiel qui les mettrait à pied d'égalité avec leurs collègues de l'UL. Il s'ensuivrait une augmentation des salaires et, aux yeux des scientifiques agricoles, l'ITRA deviendrait un employeur plus attrayant.

**Les chercheurs agricoles de l'ITRA et de l'UL par diplôme, 2008–2011 (ÉTP)**



L'ITRA a vu doubler l'effectif de ses chercheurs : de 41 en 2008 il est passé à 82 en 2011. Cette augmentation est principalement due à une hausse des titulaires d'un master/ MSc. En 2011, l'UL employait près de 80 % des chercheurs agricoles togolais titulaires d'un doctorat (en ÉTP).

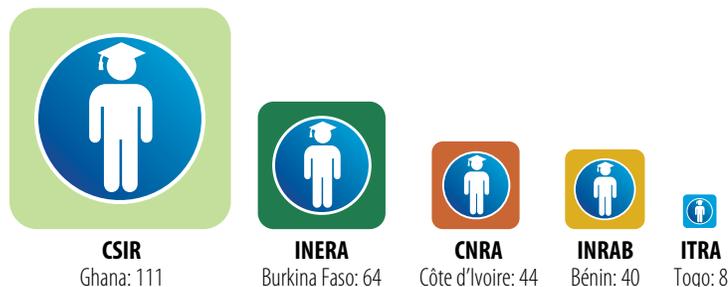
**▶ AUGMENTATION DU NOMBRE DE TITULAIRES D'UN DOCTORAT À L'ITRA**

On s'accorde généralement sur le fait que la présence d'un nombre minimum de scientifiques de niveau doctorat/PhD constitue une condition sine qua non de la conception, l'exécution et la gestion de recherches de grande qualité et du maintien de communications effectives avec les parties prenantes (décideurs, bailleurs de fonds, et autres) – tant au sein du pays que dans le cadre de rencontres régionales et internationales. Cependant l'ITRA ne dispose toujours pas d'une « masse critique », en comparaison avec des instituts nationaux de recherche agricole de pays voisins, malgré que son effectif de chercheurs titulaires d'un doctorat ait doublé entre 2008 et 2011.

Frappé d'un embargo pendant de longues années, le Togo n'a pu bénéficier des programmes de formation postdoctorale que finance la coopération internationale, dont ont profité au fil des ans, bon nombre de ses voisins. Néanmoins, cette situation va changer grâce au PPAAO/WAAPP – programme étalé sur cinq ans qu'appuie principalement la Banque mondiale et qui vise à améliorer la productivité et la durabilité de l'agriculture tout en favorisant l'intégration régionale. Une étude approfondie ayant révélé les lacunes à combler sur le plan des compétences, le PPAAO/WAAPP va permettre à 50 chercheurs et techniciens de l'ITRA de suivre des études diplômantes (2ème et de 3ème cycles), au Togo comme à l'étranger. Jusqu'en décembre 2013, aucun de ces chercheurs n'avait encore entamé des études bien que le plan final fut approuvé depuis décembre 2012. Vu l'importance de l'écart salarial qui sépare toujours l'ITRA et l'UL, il va falloir veiller à une application plus rigoureuse du principe qui stipule que les scientifiques sont tenus de réintégrer l'ITRA, une fois leurs études de 3ème cycle achevées.

Note : « UL » englobe l'ESA, l'ESTBA et la Faculté des sciences. Les données relatives aux chercheurs-enseignants de l'UL ne reflètent que le temps qu'ils consacrent à la R&D agricole (et non pas à l'enseignement).

**Les effectifs de chercheurs agricoles titulaires d'un doctorat/PhD, en 2011 (ÉTP)**



Le CSIR du Ghana supervise 13 instituts, dont 10 effectuent de la R&D agricole.

**INDICATEURS CLÉS : COMPARAISONS ENTRE PAYS**

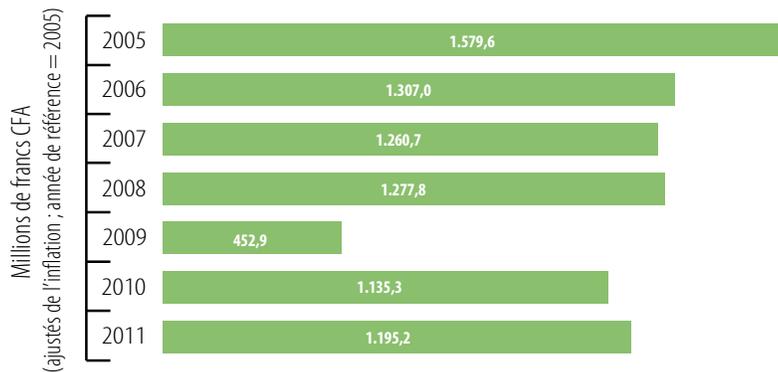
	Effectif total des chercheurs, 2011 (ÉTP)	Croissance de l'effectif, 2008–2011	Proportion des titulaires d'un doctorat, 2011 (ÉTP)
<b>Togo</b>	<b>114,7</b>	<b>71%</b> ↑	<b>31%</b>
Bénin	155,7	28% ↑	54%
Ghana	607,0	22% ↑	38%
Burkina Faso	218,0	-12% ↓	48%

► Seule une portion très modeste de la subvention que l'État accorde à l'ITRA est affectée à la recherche proprement dite. Il s'ensuit que l'Institut demeure fortement tributaire des apports peu réguliers de la coopération internationale, de contributions qu'il a du mal à capter comparativement aux autres instituts ouest-africains homologues. Cette situation menace les perspectives à long terme de continuité et d'efficacité de ses programmes de recherche.

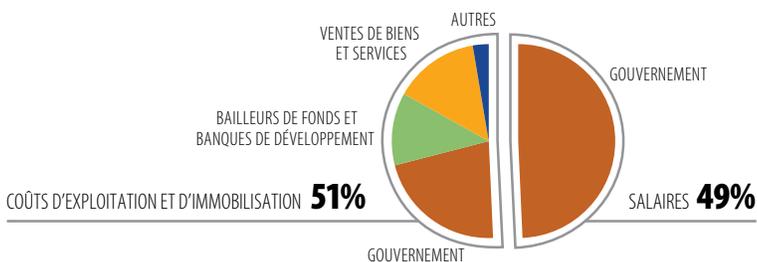
► Un renforcement de la productivité et de l'efficacité de la R&D agricole du Togo ne pourra se faire que moyennant des niveaux de financement plus élevés. Le Gouvernement doit établir des priorités de R&D précises, visant le long terme, et engager des fonds renouvelables non seulement pour couvrir les salaires mais aussi pour appuyer les activités de R&D proprement dites. Les contributions des bailleurs de fonds doivent être alignées sur les priorités nationales et il faut rechercher des mécanismes plus créatifs pour stimuler le secteur privé à financer la R&D agricole.

Entre 2005 et 2011 les dépenses totales (corrigées de l'inflation) de l'ITRA accusèrent une baisse, tendance que le PPAO/WAAPP (2012–2017) va probablement inverser. En 2009, le Ministère des Finances manqua de verser à l'ITRA son budget d'investissement. Conjuguée à la faiblesse relative des revenus générés à l'interne, cette omission fut à l'origine de la chute drastique des dépenses totales de l'ITRA cette année-là.

Dépenses totales de l'ITRA, 2005–2011



Les sources de financement de l'ITRA, 2005–2011



► LES PROGRAMMES DE RECHERCHE DE L'ITRA EN PÉNURIE DE FONDS

Au cours de la période 2005–2011, plus de 70% du financement total de l'ITRA provenait de l'État. Ces subventions couvrent les frais salariaux et les ressources non affectées. En fait, l'ITRA affecte généralement une part importante du budget de fonctionnement financé par l'État aux salaires des personnes employées sur des contrats à court terme : il lui reste très peu pour couvrir les dépenses courantes des programmes de R&D. Le déficit est comblé par des contributions d'organisations internationales et sous régionales (notamment AfricaRice et FAO), ainsi que des fonds concurrentiels octroyés, entre autres, par le CORAF/WECARD.

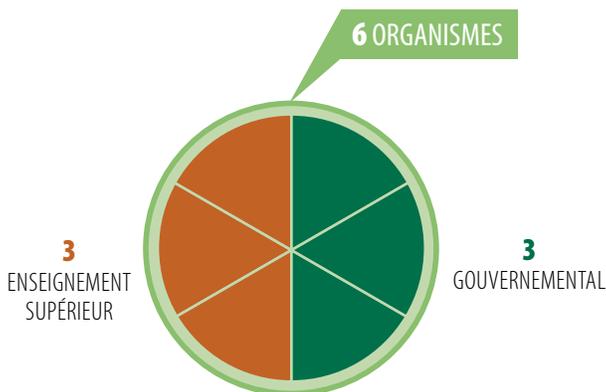
En 2008, par suite d'un changement de statut, l'ITRA redevint un organisme public après avoir été semi-autonome et cessa de toucher les recettes de la vente de ses biens et services. L'effet de dissuasion qu'a eu ce changement s'est manifesté par la réduction, de moitié, des revenus générés à l'interne. Présentement, une seule société privée finance des recherches conduites par l'ITRA : la NSCT, la plus grande entreprise cotonnière du pays. Bien que le PPAO/WAAPP ait fourni une injection de fonds à l'ITRA (90 millions de francs CFA en 2013), la plupart de ces fonds sont affectés à la réhabilitation des stations de recherche zootechnique et avicole et à la formation de chercheurs et de techniciens. Il est essentiel d'accorder une augmentation de fonds équivalente aux programmes de R&D de l'ITRA si l'on veut que l'institut apporte de véritables solutions aux défis de la productivité agricole du Togo.

INDICATEURS CLÉS : COMPARAISONS ENTRE PAYS (suite)

	Dépenses totales, 2011 (dollars PPA 2005, millions)	Augmentation globale des dépenses, 2008–2011	Part des dépenses dans le PIB agricole, 2011
Togo	7,6	-9%	0,42%
Bénin	26,2	13%	0,62%
Ghana	68,1	18%	0,69%
Burkina Faso	25,4	29%	0,42%

## LES ORGANISMES DE RECHERCHE AGRICOLE DU TOGO

Le Togo compte six organismes publics effectuant de la R&D agricole, dont l'ITRA est de loin le plus important : en 2011, ses 82 chercheurs ÉTP représentaient plus de 70 % des chercheurs agricoles (ÉTP) du pays. Les recherches de l'ITRA portent sur les cultures, l'élevage, la pêche, la gestion des ressources naturelles et les technologies alimentaires. Outre son siège et ses stations à Lomé, l'ITRA gère des centres de recherche répartis dans les quatre zones agroécologiques du pays : le littoral, la forêt, la savane humide et la savane sèche. Le DPV et le DSID sont les deux autres organismes gouvernementaux qui conduisent des activités de R&D agricole, même si c'est à un niveau bien modeste. Dans le secteur de l'enseignement supérieur, les trois établissements effectuant de la R&D – l'ESA, la Faculté des sciences, et l'ESTBA – relèvent tous de l'UL ; en 2011, leur effectif combiné de chercheurs agricoles était de 32 ÉTP. Le plus grand des trois est l'ESA (22 ÉTP) dont les recherches portent sur la virologie végétale, les biotechnologies, la gestion de la fertilité des sols, la mécanisation agricole, la conservation post-récolte et sur des thèmes socioéconomiques. Aucune organisation non gouvernementale ni aucune entreprise privée n'a été identifiée comme effectuant des travaux de R&D; on note toutefois que certains de ces organismes sous-traitent de telles recherches, à l'ITRA et à l'UL.



Consultez le site web [www.asti.cgiar.org/fr/togo](http://www.asti.cgiar.org/fr/togo), pour voir la liste complète des organismes inclus dans l'analyse de la série de données pour le Togo.

## GESTION DES DONNÉES ASTI : MÉTHODES ET PROCÉDURES

- ▶ La plupart des **données sous-tendant cette fiche** ont été obtenues de première main par la tenue d'enquêtes ; d'autres ont été puisées à sources secondaires ou bien sont le fruit d'estimations.
- ▶ La **recherche agricole publique** englobe les recherches effectuées au sein d'organismes gouvernementaux et d'enseignement supérieur, de même que par des institutions à but non lucratif.
- ▶ Pour le calcul des données afférentes aux ressources humaines et financières, ASTI applique le concept **équivalent temps plein (ÉTP)** qui considère le pourcentage du temps de travail que les scientifiques consacrent aux activités de recherche, ce par rapport à leurs autres tâches.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale et en dollars dits « **parité de pouvoir d'achat** » (PPA), 2005 étant l'année de référence dans les deux cas. Les taux PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des monnaies que ne le font les taux de change courants puisqu'ils comparent les prix d'un ensemble assez diversifié de biens et services échangés sur les marchés locaux – plutôt qu'internationaux.
- ▶ S'agissant du secteur de **l'enseignement supérieur**, l'équipe ASTI procède à des **estimations des dépenses** de recherche puisque celles-ci ne peuvent être séparées des autres dépenses.
- ▶ En raison de **l'arrondissement des nombres décimaux**, il peut arriver que la somme des pourcentages dépasse les 100 %.

 Vous trouverez de plus amples détails sur la méthodologie ASTI sur la page web [www.asti.cgiar.org/fr/methode-et-procedures](http://www.asti.cgiar.org/fr/methode-et-procedures). Une information complémentaire concernant la R&D agricole au Togo est présentée à la page <http://www.asti.cgiar.org/fr/togo>.

## SIGLES, ACRONYMES ET ABBRÉVIATIONS

CORAF/ WECARD	Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles
DPV	Direction de la Protection des Végétaux
DSID	Direction des Statistiques Agricoles, de l'Informatique et de la Documentation
ESA	École supérieure d'agronomie
ESTBA	École supérieure des techniques biologiques et alimentaires
ÉTP	Équivalent temps plein (chercheurs)
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
ITRA	Institut togolais de recherche agronomique
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
NSCT	Nouvelle Société Cotonnière du Togo
PIBA	Produit intérieur brut agricole
PNASA	Projet national d'appui aux services agricoles
PPAAO/ WAAPP	Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest
PPP(s)	Parité de pouvoir d'achat (taux d'échange)
R&D	Recherche et développement
UL	Université de Lomé

## QUI SOMMES-NOUS ?

De par ses nombreuses collaborations avec des organismes de R&D nationaux et régionaux ainsi qu'avec des institutions internationales, le **programme sur les indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles (ASTI)** constitue une source exhaustive et fiable d'informations sur les systèmes R&D agricole du monde en développement. Il est géré par **l'Institut international de recherches sur les politiques alimentaires (IFPRI)**, qui – en tant que membre du CGIAR – contribue à la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté dans le monde en élaborant des solutions politiques solidement étayées et durables. **L'Institut togolais de recherche agronomique (ITRA)** est la principale agence de recherche agricole du Togo. Il est placé sous la tutelle du Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche et ses recherches portent sur les cultures, l'élevage, la pêche, la gestion des ressources naturelles et les technologies alimentaires.

Le programme ASTI/IFPRI et l'ITRA tiennent à remercier chaleureusement les organismes de R&D qui ont participé à l'exercice de collecte des données et contribué à l'élaboration de la présente fiche d'information. L'équipe ASTI remercie également la Fondation Bill et Melinda Gates pour les contributions généreuses dont elle appuie ses activités en Afrique subsaharienne. Rédigée en tant que produit du programme ASTI, cette fiche n'a pas été soumise à une évaluation par des pairs ; les points de vue exprimés sont ceux des auteurs : ils ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de l'IFPRI ou de l'ITRA.

Copyright © 2014 Institut international de recherches sur les politiques et Institut togolais de recherche agronomique. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI et ITRA). Veuillez contacter l'IFPRI à l'adresse [ifpripublishing@cgiar.org](mailto:ifpripublishing@cgiar.org) si vous souhaitez rééditer le texte intégral.